

Paris, le 2 octobre 2023 - Le journal Le Monde a publié le 2 octobre 2023 un [article](#) consacré au projet Papua LNG en Papouasie-Nouvelle-Guinée. Des réponses circonstanciées ont été apportées aux 9 questions posées par les journalistes. Compte tenu de la reprise limitée de nos éléments de réponses dans l'article, et dans un souci de transparence, la Compagnie a décidé de les publier en intégralité.

1- L'Agence Internationale de l'Energie a répété cette semaine qu'aucun investissement nouveau ne devait être fait dans des infrastructures gazières pour maintenir le réchauffement sous 1.5°C. Comment justifiez-vous ce projet alors que vous avez pris l'engagement de respecter l'accord de Paris ?

L'ambition de TotalEnergies est d'être un acteur majeur de la transition énergétique, engagé vers la neutralité carbone en 2050, ensemble avec la société. La stratégie de TotalEnergies consiste à continuer à fournir les énergies dont le monde a besoin aujourd'hui, notamment le gaz naturel en substitution au charbon, en minimisant les émissions de ses projets, et à accélérer la transition vers une offre d'énergies bas carbone, de manière responsable et durable.

C'est la marque concrète de notre soutien aux objectifs de l'Accord de Paris de 2015 qui appelle à réduire les émissions de gaz à effet de serre, dans le contexte du développement durable et de la lutte contre la pauvreté.

Ce projet en Papouasie-Nouvelle-Guinée est en ligne avec cette stratégie : il est idéalement positionné pour approvisionner l'Asie en Gaz Naturel Liquéfié, une région où la demande d'électricité est en forte croissance et où 85 % de celle-ci est actuellement produite à partir de charbon.

Or, le gaz naturel en remplacement du charbon dans la production d'électricité, permet de réduire de moitié les émissions de CO<sub>2</sub>.

2- A quelle date prévoyez-vous une décision finale d'investissement ?

La décision finale d'investissement (FID) est prévue en 2024.

3- Quelles mesures ont été prises pour réduire l'empreinte carbone du projet ? Confirmez-vous que les trains de liquéfaction électriques seront alimentés par une centrale à gaz ? Est-ce que des mesures concernent le scope 3 ?

TotalEnergies cherche à déployer sur tous ses nouveaux projets les meilleures technologies disponibles pour minimiser les émissions.

Concrètement, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, deux mesures principales sont prévues pour minimiser les émissions de CO<sub>2</sub> :

- La réinjection du CO<sub>2</sub> natif des puits de production dès le premier jour de production : une première mondiale pour un projet de cette ampleur ;
- Dans l'usine existante de liquéfaction de gaz naturel, opérée par la société ExxonMobil (projet PNG LNG), les trains de liquéfaction électriques seront alimentés par une centrale thermique à cycle combiné gaz et par une ferme photovoltaïque (de 70 à 120 MW). Ce système hybride à l'étude est en cours de finalisation.

4- Quelles mesures doivent permettre de réduire l'impact écologique du projet ? Combien d'hectares de forêts doivent être défrichés ?

Le projet Papua LNG met tout en œuvre pour réduire au strict minimum l'empreinte au sol du projet : deux années d'études d'avant-projet ont permis de réduire cette surface de plus de 30% par rapport au plan initial. Elles ont permis de maximiser la réutilisation de sites existants (la base logistique, l'usine de liquéfaction existante PNG LNG) et de routes existantes, et de

prévoir la reforestation des plateformes, des emprises des pipelines et des routes d'accès inutilisées après la phase de construction. Des études techniques de détails sont toujours en cours pour poursuivre ces efforts.

Le projet Papua LNG prévoit également d'aller au-delà de l'objectif de zéro déforestation nette, qui correspond à l'engagement minimal pris par TotalEnergies pour tous ses nouveaux sites. Un objectif ambitieux de 1000 hectares plantés dans les 5 ans a été fixé. 125 hectares ont déjà été plantés à Kuriva, avant même la FID du projet. Une pépinière dédiée à la production de 500 hectares par an de plantons est en cours de développement en lien avec les autorités forestières nationales.

D'autres initiatives en faveur de la biodiversité ont été lancées de façon pro-active et pragmatique : construction d'autres pépinières pour des espèces les plus rares, création d'une pépinière de mangroves, d'un centre de sensibilisation en vue de la création d'une zone de conservation des mangroves, programme de formation de gardes forestiers. La création de zones de conservation de la biodiversité en relation directe avec les zones impactées par le projet est en cours de développement suivant les standards internationaux, et une première équipe de garde-forestiers en cours de recrutement.

Le projet Papua LNG a également invité des experts internationaux et locaux, indépendants, reconnus pour leurs contributions dans les domaines de l'environnement et du développement socio-économique à collaborer avec le projet dans le cadre d'un panel consultatif. Ces experts sont totalement indépendants et non rémunérés. Ils formulent des recommandations, qui sont rendues publiques ([www.papualng.com.pg](http://www.papualng.com.pg)). Avec nos partenaires, l'objectif est de faire du projet Papua LNG un projet exemplaire en matière de développement durable. Le projet Papua LNG s'engage en effet à nouer des relations constructives et de long terme avec ses parties-prenantes et à apporter des retombées positives pour le pays.

#### **5- Avez-vous envisagé d'investir dans des projets renouvelables en Papouasie-Nouvelle Guinée ?**

Plusieurs projets renouvelables sont à l'étude, en lien avec la feuille de route renouvelable du gouvernement. Ils vont de la mise en place d'une centrale photovoltaïque de 70 à 120 MW mentionnée pour l'alimentation des unités de liquéfaction à la proposition de service de production photovoltaïque pour hôtels, entrepôts, unités de production, mines, la solarisation bénévole de mini-réseaux au bénéfice des communautés voisines et la distribution de kits solaires d'éclairage et de recharge d'équipements individuels.

#### **6- Disposez-vous des droits pour la location de l'ensemble des terrains nécessaires au projet ? Sinon, quelle part avez-vous sécurisée ?**

Des contrats de location court terme des terrains affectés ont été établis dès les phases passées d'exploration et études. Des contrats long terme sont en cours de finalisation avec les mêmes clans propriétaires. De plus, les communautés reconnues par le gouvernement en tant que propriétaires fonciers, recevront des royalties selon les règles de partage des bénéfices définies par l'Etat.

Par ailleurs, la zone concernée est très peu peuplée, et les villages concernés le long des rivières et de la côte ne sont pas directement impactés. Il n'y a aucun déplacement de population.

#### **7- Quelle part du gaz produit sera exportée à l'étranger ?**

Conformément aux accords passés entre les partenaires du projet et la Papouasie-Nouvelle-Guinée, 95% du gaz sera exporté et commercialisé sur les marchés asiatiques et permettront de répondre à la demande croissante en GNL en Asie et 5% du gaz sera destiné au marché domestique pour contribuer à la production dont le pays a besoin.

8- Des chefs de clans ont mis en place un barrage sur le fleuve permettant d'accéder au site pour protester contre ce projet. Ce barrage est-il toujours en cours ? Comment réagissez-vous à cette action ?

Il n'y a jamais eu de blocage de la voie navigable par les communautés avec lesquelles le projet Papua LNG a mis en œuvre un dialogue régulier, notamment au travers de la mise en place d'un réseau d'agents de liaison appelés Community Liaison Officers (CLO) et Village Liaison Officers (VLO) dont le rôle est d'expliquer le projet aux communautés, de faire remonter leurs attentes, leurs éventuelles réclamations ou interrogations.

Par ailleurs, les insatisfactions concernant l'utilisation de la rivière Purari font l'objet d'une attention permanente par les équipes sociétales du projet Papua LNG et des actions sont mises en œuvre pour réduire les impacts causés par la co-utilisation de celle-ci pour le transport des matériaux nécessaires à la construction du projet (vitesse réduite et mise en place de vigies à l'avant de chaque bateau).

Ces dispositifs seront maintenus tant pendant la phase de construction que pendant la phase d'exploitation du projet.

9- Ce projet n'est-il pas risqué financièrement, alors que l'AIE prévoit un déclin de la demande en gaz d'ici la fin de la décennie ?

Le gaz naturel peut remplacer le charbon dans de nombreux cas (production d'électricité, production industrielle...) avec un effet positif immédiat puisqu'il émet deux fois moins de gaz à effet de serre que le charbon.

Flexible et aisément distribuable, le gaz naturel est le complément idéal des énergies renouvelables qui sont intermittentes et saisonnières par nature, pour produire de l'électricité. De plus, le GNL joue un rôle clé pour relier les pays consommateurs aux pays disposant des ressources importantes.

La stratégie de TotalEnergies s'appuie sur une croissance de 5% par an de la demande en GNL, pilotée essentiellement par l'Asie, le plus gros consommateur de charbon, et l'Europe.

TotalEnergies continue ainsi de fournir l'énergie dont le monde a besoin, notamment en remplaçant le charbon par du gaz naturel, tout en accélérant durablement la transition vers des solutions d'énergies bas carbone.